COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RÉPRESSION, VIOLENCES À L'UNIVERSITÉ

Depuis le mois de mars, et le début de la mobilisation contre la loi ORE « Orientation et Réussite des Étudiants », les étudiant·e·s, personnels, et enseignant.e.s se regroupent pour lutter contre la fin du libre-accès à l'Université. Cependant, ces personnes en lutte se sont retrouvées victimes de violentes répressions, majoritairement policières et parfois fascistes.

Dès le jeudi 22 mars, des mobilisations sur tout le territoire ont bien montré la convergence des luttes contre ce gouvernement qui veut détruire le service public. Les étudiant·e·s ont elles et eux aussi bien montré leur attachement à une université libre et émancipatrice, par une mobilisation importante lors des manifestations et en occupant ou bloquant leurs facultés.
Réforme du bac, loi ORE, réouverture de l'arrêté licence/master/doctorat : le gouvernement tente d'instaurer une sélection sociale à l'entrée de nos universités, et il réprime avec force les étudiant·e·s lui barrant le chemin.

Les violences ont commencé lors de l'évacuation policière de la faculté de Bordeaux, le 8 mars, alors que les étudiant·e·s étaient rassemblé·e·s en Assemblée Générale.
Mais cela continue, le 20 mars l'université de Toulouse Mirail se retrouve sous tutelle alors que les étudiant·e·s occupaient déjà la fac contre la fusion des universités, et contre la loi ORE, depuis plus de deux semaines.
Le 22 mars, ce sont les villes de Strasbourg et Montpellier qui subissent cette répression. Les étudiant·e·s de Strasbourg qui venaient de voter l'occupation du palais universitaire, se sont vu·e·s expulsé·e·s par les forces de l'ordre, alors qu'à Montpellier dans la soirée, une milice d'extrême droite s'est introduite, avec le soutien de l'administration (Philippe PETEL, désormais ex-doyen de Droit, mis en examen), dans l'amphithéâtre occupé.
Le lendemain, 23 mars, c'est Lille 2 qui a été évacuée par les forces de l'ordre.

Mais après une brève accalmie, les violences reprennent avec les attaques fascistes à Paris 1 Tolbiac, alors occupé, dans la nuit du 7 au 8 avril, puis à Nantes, de nuit aussi, et tout récemment à Nanterre, dont les étudiant·e·s se sont retrouvé·e·s face aux CRS et à la Bac.Les violences continuent le 9 avril à Lille 2 et à Nanterre.
Des CRS bloquent l'entrée de l'université de Lille afin d'empêcher l'organisation du mouvement en cours. Jean-François Balaudé, président de l'université de Nanterre a directement fait appel aux forces de l'ordre pour faire évacuer les bâtiments occupés pacifiquement par les étudiant.e.s en lutte sur place. Ces dernier.e.s ont alors été victimes ou témoins désabusé d'utilisation violentes de matraques et de gaz lacrymogènes dans un lieu clos. S'en suivent même plusieurs arrestations...

Nous condamnons donc toute forme de répression, qu'elle soit policière ou fasciste, dans nos universités, et apportons tout notre soutien aux camarades en lutte dans chaque ville de France.
Nous exigeons du gouvernement qu'il réponde de ses actes, et laisse aux étudiant·e·s concerné·e·s par ces réformes le choix de se mobiliser avec les formes d'action qu'ils et elles ont choisis !

Contact presse : Marion Faure 06 89 27 63 51